

Unité départementale de l'Isère
17 Boulevard Joseph Vallier
38000 Grenoble

Grenoble, le 20/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC

2, Rue Blaise Pascal
38090 VAULX MILIEU

Références : 2022-Is188RT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC implanté 2, Rue Blaise Pascal - 38090 VAULX MILIEU . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC
- 2, Rue Blaise Pascal - 38090 VAULX MILIEU
- Code AIOT dans GUN : 0010400222
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC, soumise à enregistrement, bénéficie d'un arrêté préfectoral (AP) d'autorisation n° 2012 2190024 du 6 août 2012 au nom de la société Prologis et un arrêté préfectoral complémentaire n°20150089-0018 du 20 mars 2015 au nom de ARROW FRANCE ISLE D ABEAU SNC. Par courrier du 10/01/2022 l'exploitant demande à bénéficier des droits acquis pour la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement.

La société ARROW FRANCE exploite 4 bâtiments de stockage de matières combustibles, au titre notamment de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, situé dans le parc d'activité de SAINT-QUENTIN FALLAVIER.

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre de l'action régionale « coup de poing défense incendie » initiée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes suite à l'incident de l'usine Lubrizol en 2019.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- l'état des stocks
- les moyens de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, articles 6.6.2, 6.1.5.3, 3.3.3.2, 3.3.3.3, 6.1.5.3	/	Lettre de suite préfectorale
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, articles 1.5	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 4.5.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède au contrôle régulier de ses moyens de lutte contre l'incendie. Cependant :

- l'état des stocks n'est pas suffisamment synthétisé de manière à pouvoir être consultable à tout moment par le Préfet et le SDIS,
- certains moyens de défense incendie (porte coupe feu, poteaux incendies, désenfumage...) nécessitent des levées d'observations des organismes de contrôle,
- le bassin de rétention est à maintenir en bon état de fonctionnement.

Les demandes d'action corrective relevées ne font pas l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : 7 locataires sont présents au sein de l'entrepôt. L'état des stocks de la société Matisec et de la société ID Logistics du 21/11/2022 ont été présentés à l'Inspection. Ces derniers listaient les matériaux présents dans l'entrepôt, classés en référence aux rubriques de la nomenclature des installations classées. Cependant, il n'a pas été possible à l'Inspection de vérifier si les quantités de matériaux stockés au sein des 4 bâtiments de l'entrepôt respectaient les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/03/2015 puisque les états des stocks des 5 autres locataires étaient soit inexploitable par l'Inspection soit non disponibles. Les fiches de données de sécurité des matières dangereuse stockées (aérosols) n'ont pas pu être consultées.
Observations : Demande d'action corrective n°1 : l'exploitant doit établir, dans un délai de 1 mois, un état des stocks synthétique du site. Ce dernier doit faire apparaître les quantités de matières combustibles stockées cellule par cellule et par rubrique de classement de la nomenclature des installations classées. Une lettre de suite préfectorale reprend ce point. Observation n°1 : L'exploitant doit tenir, de manière facilement accessible, les fiches de données de sécurité des produits dangereux stockés. Observation n°2 : L'exploitant doit disposer d'un état des stocks des ses bâtiments facilement accessible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, articles 6.6.2, 6.1.5.3, 3.3.3.2, 3.3.3.3, 6.1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un POI sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.... ...des moyens de lutte contre l'incendie particuliers tenant compte de la dimension de chaque cellule sont installés : extinction automatique appropriée et RIAla cellule de stockage gaz liquéfiées inflammables sera équipée d'une installation de sprinklage... ... des grillages seront tendus entre le sol et la toiture de l'entrepôt au sein des cellules de stockage de gaz liquéfiés inflammables... Des moyens particuliers de lutte contre l'incendie, tenant compte de la dimension de chaque cellule sont installés: extinction automatique appropriée et RIA situés sur des faces accessibles opposées
Constats : L'Inspection a constaté la présence d'un plan d'opération interne ayant pour dernière mise à jour la date du 21/07/2022 et une première version datant de 2016. Le POI contient un schéma d'alerte exigé à l'article 6.6.1 de l'arrêté préfectoral du 6/08/2012. L'exploitant a précisé que tous les locataires avaient le POI et qu'il était présent au poste de garde. Il a également indiqué que des exercices d'évacuation étaient réalisés 2 fois par an. Le dernier date du 31/03/2022. Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant dispose d'extincteur, de RIA, de 15 poteaux incendie, d'un système de sprinklage, des trappes de désenfumage et de portes coupe feu. Le système de sprinklage est présent sur l'ensemble de l'installation et l'exploitant dispose d'une cuve de 1400m ³ et de 2 motopompes de 454m ³ /h pour l'alimenter. Lors de la visite, l'Inspection a constaté l'absence de grillage au niveau du stockage des aérosols situés au sein de la cellule louée à Matisec (bâtiment B). Les aérosols sont répartis au milieu du reste du stockage. De plus, l'Inspection constate que dans le POI, la localisation des aérosols n'est pas située sur le même bâtiment. L'Inspection a constaté la présence de RIA, d'extincteurs et de poteaux incendie sur le site.
Observations : Demande d'action corrective n°2 : Des grillages sont tendus entre le sol et la toiture de l'entrepôt au sein des cellules de stockage de gaz liquéfiés inflammables, sous un délai de 3 mois. Demande d'action corrective n°3 : Le POI doit être mis en conformité avec la localisation des cellules de stockage de gaz liquéfiés inflammables, sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, articles 1.5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- Extincteur et RIA : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle- Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) : : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle- Installation de détection incendie : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle- Installations de désenfumage : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle- Portes coupe-feu : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle
Constats : L'Inspection a consulté les rapports de vérification annuel des extincteurs de 2022 réalisés par SAVPRO, SAFE, Isogard et IPSI (parties communes: premier rapport du 1/06/2022 et second rapport de réalisation des réparations du 13/06/2022 – parties privatives: rapport du 5/04/2022, pas de travaux à réaliser pour Matisec, Tecumseh et Agediss 38). Il est constaté que des travaux sont à lever notamment sur le rapport IPSI du 25/05/2022. L'Inspection a consulté le rapport de vérification des RIA, pour l'ensemble des bâtiments, datant de juin 2022 et réalisé par SPI. De nombreuses non conformités y ont été notés. Un devis du 1/12/2022 a été transmis. L'Inspection a consulté les deux derniers rapports de vérification semestriels (Q1) du sprinkler des deux blocs de bâtiments nommés IDA17 et IDA16 effectués en septembre 2021 et mai 2022. Il en résulte plusieurs observations à lever dans le devis de mai 2022 de SPI. Par ailleurs le contrôle du 2nd semestre 2022 du sprinkler n'a pas été réalisé à la date de l'inspection. L'Inspection a consulté la rapport de vérification de désenfumage de la société Kingspam du 18/01/2022 pour IDA16. Des remarques sont à lever. Le rapport pour le bloc IDA17 n'a pas été réalisé. Les portes coupe-feu ont été contrôlées le 5/04/2022 et des non conformités relevées, un devis a été réalisé le 30/11/2022. Le rapport annuel des installations électriques a été consulté (Q18), réalisé par l'Apave en date du 1/03/2022. Enfin, concernant le contrôle des 15 potaux incendie, leur emplacement est précisé dans le POI. 14 ont été contrôlés en juin 2022 par la société SPI. Un débit à 375m3/h a été contrôlé sur 11 potaux en simultanée. Le débit minimum de 60m3/h par potaux ne semble pas avoir été testé.
Observations : Demande d'action corrective n°4 : L'exploitant doit s'assurer de la levée des remarques sur la vérification des extincteurs, sous un délai de 3 mois.

Demande d'action corrective n°5 : L'exploitant doit lever les non conformités relevées dans le rapport de juin 2022 relatif au contrôle des RIA, sous un délai de 3 mois.

Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant doit lever les observations relevées dans le rapport de mai 2022 relatif au contrôle du sprinklage, sous un délai de 3 mois et réaliser le contrôle du 2nd semestre de son installation sans délai.

Demande d'action corrective n°7 : L'exploitant doit lever les observations relevées dans le rapport de janvier 2022 relatif au contrôle des trappes de désenfumage pour IDA16, sous un délai de 3 mois et réaliser les contrôle sans délai pour IDA17.

Demande d'action corrective n°8 : L'exploitant doit lever les non conformités relevées dans le rapport d'avril 2022 relatif au contrôle des portes coupe feu, sous un délai de 3 mois.

Demande d'action corrective n°9 : L'exploitant doit procéder au test de débit de chacun des 15 potaux incendie présents sur son site, sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 4.5.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume du bassin de confinement des eaux d'extinction est de : 2650m³ (bassin + partiellement sur la voirie véhicules légers côté bâtiment B)</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>Le POI indique la présence d'un bassin de rétention de 2221m³. Cependant, l'exploitant n'a pas fourni le justificatif de dimensionnement de ce bassin, calculé sur la base de la fiche D9A.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de la vanne de sectionnement en limite Sud Ouest du site. L'exploitant n'a pas pu donner d'information relative au contrôle de la vanne sectionnement du bassin de rétention.</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence d'un arbuste poussant dans le massif béton de l'entrée des eaux du bassin de rétention de 2221m³.</p>
Observations : <p>Observation n°3 : L'exploitant doit s'assurer de procéder à l'entretien de la vanne de sectionnement comme précisé par les données de son fournisseur.</p> <p>Demande d'action corrective n°10 : L'exploitant doit maintenir son bassin de rétention en bon état de fonctionnement et fournir le justificatif de dimensionnement (sur la base du calcul du D9A) sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale